

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

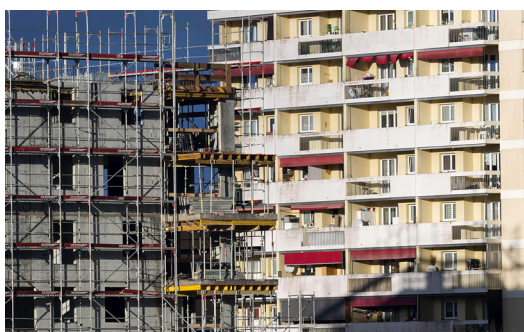
PASSER À L'ACTION En rejetant l'initiative des Verts sur la fermeture des cinq centrales nucléaires d'ici à 2029, les Suisses devront désormais passer de l'inaction, fondée sur la peur d'un manque d'électricité, à l'action, fondée sur des initiatives fortes en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Le vote, le 21 mai 2017, d'un référendum de l'UDC contre la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral, devrait leur en donner l'occasion. Même si l'échéance reste toujours aussi floue, la mise hors-service de toutes les centrales nucléaires et leur non-remplacement sont programmés. Développer l'éolien, le solaire, le biogaz, l'hydraulique ne suffira probablement pas à satisfaire la demande. Dans une phase de transition, la construction de nouvelles centrales à gaz à cycle combiné pourrait s'avérer nécessaire si la Suisse ne veut pas trop dépendre de l'étranger. Certes, la combustion du gaz naturel émet du CO₂, mais son utilisation pour le chauffage des bâtiments s'inscrit dans une politique d'écologie industrielle innovante.



IMMOBILIER

TENDANCE À LA BAISSÉ Le tassement des prix de l'immobilier constaté en 2016 pourrait tourner à un déclin plus marqué l'an prochain. L'immobilier commercial et de rendement semble emboîter le pas du haut de gamme, qui a connu une correction supérieure à 25% sur les vingt-quatre derniers mois. «On arrive aux Etats-Unis à un niveau de prix qui est celui de la bulle de 2007, et la Suisse suit la tendance», relèvent Nicolas Barile et Marcos Altamirano, du cabinet d'analyse financière et comportementale Quantevivour à Lausanne. «Aujourd'hui, relèvent-ils, une offre d'achat sur le marché helvétique se situe en général de 10 à 15% en dessous du prix désiré par le vendeur. Le foncier est tellement cher que les investisseurs misent sur de toutes petites surfaces pour rentabiliser le projet.»

Le durcissement des règles en matière de retrait des avoirs de caisse de pension pourrait se doubler d'une remontée progressive des taux hypothécaires et freiner encore l'accès des particuliers à la propriété. Un cycle de baisse similaire à celui des années 1990 pourrait alors s'enclencher.



PHOTOS: SANDRO CAMPARDO / KEYSTONE, OLIVIER MAIRE / KEYSTONE, JEAN-PAUL GUINARD, LAURENT GILLERON / KEYSTONE

4.0

INDUSTRIE Si elle réduit les temps de production et d'accès au marché ainsi que les coûts, la numérisation – au cœur de la quatrième révolution industrielle – menace une PME suisse sur deux de disparition. La plupart des entreprises concernées peinent à anticiper la mue accélérée du secteur des machines, pierre angulaire du tissu économique helvétique.

Au cœur des enjeux: la formation professionnelle. Il devient essentiel que la Confédération et l'industrie adaptent l'apprentissage en entreprise à la réalité des avancées technologiques et facilitent la formation continue pour stimuler la création d'emplois et la compétitivité d'un secteur en baisse. L'industrie 4.0 doit être perçue comme une opportunité pour cette Suisse qui risque la désindustrialisation. A cause d'un franc fort qui affecte frontalement ses exportations, le chiffre d'affaires du secteur des machines, équipements électroniques et métaux accuse une baisse de 3,4% pour les trois premiers trimestres 2016 sur un an. Constat alarmant: de nombreuses PME préfèrent délocaliser leur production, puisque leurs marges, faibles, ne leur permettent pas d'investir sur le territoire suisse. Selon Swissem, organisation faitière de l'industrie des machines, la hausse constatée des entrées de commandes (+12,4% pour les trois premiers trimestres 2016 par rapport à 2015) ferait augmenter les revenus du secteur en 2017. Mais avec un franc toujours autant surévalué, il est peu probable que les entreprises en bénéficient pleinement.